

Analphabétisme, abandon scolaire et lecture au Canada à l'ère d'Internet

S'il y avait dans le monde de l'éducation un seul consensus, ce serait celui-ci : il est indispensable de savoir lire, écrire et compter pour être un membre actif à part entière dans la société moderne. Autrement, marginalisation, pauvreté et même une faible espérance de vie sont au rendez-vous. Malheureusement, l'analphabétisme est toujours un problème éducatif, social et économique majeur. Cette constatation se vérifie aussi bien en comparant les pays du Nord et les pays du sud qu'en comparant les individus vivant à l'intérieur d'un même pays.

Mais quoi de plus paradoxal que l'analphabétisme dans les pays hautement développés comme le Canada qui dépensent une part importante, de leur produit national brut en éducation? En effet, la réalité impassible des chiffres est là pour nous rappeler qu'environ 20% des canadiens adultes ne sont pas en mesure de lire, d'écrire et de compter adéquatement pour fonctionner dans une société où l'omniprésence incontournable de l'écrit se retrouve dans des formes de plus en plus diversifiées : livres, journaux, documents officiels, sites Web, courriels, cédéroms, forums électroniques, etc. Ce paradoxe de la présence marquée de l'analphabétisme dans un pays industrialisé comme le Canada nous interpelle à plus d'un titre. Il est d'autant plus frappant que la fréquentation scolaire est obligatoire de six à 16 ans environ. Ainsi, dix années complètes sont passées par la très grande majorité des jeunes sur les bancs de l'école. Ces quelques 10000 heures censées être réservées exclusivement à l'apprentissage scolaire, par des élèves qui théoriquement n'ont d'autres préoccupations que celle d'étudier, se terminent pour certains avec un constat d'échec. L'abandon et l'échec scolaires touchent un élève sur quatre, sans oublier tous ceux qui quittent le système éducatif formel avec peu d'habiletés de lecture, d'écriture et calcul et qu'on surnomme les «analphabètes fonctionnels». De plus, aujourd'hui à l'ère d'Internet, une connaissance minimale de l'utilisation de l'ordinateur *est en* train de devenir pratiquement indispensable, tant dans la vie professionnelle que privée (Rassool, 1999).

Peut-on parler à ce sujet d'un échec des systèmes scolaires qui existent dans les différentes provinces canadiennes? Comment expliquer qu'une proportion si importante de la population, déjà fragilisée, termine ainsi son parcours scolaire avec tous les coûts et toutes les conséquences sociales, économiques qu'une connaissance insuffisante de la langue écrite et du calcul lui inflige? La réponse à ces questions n'est point aisée. Une vaste

littérature à travers le monde expose les théories explicatives de l'abandon scolaire et de l'analphabétisme, analyse et scrute les approches et les programmes les plus variés. Ce qui en ressort, c'est que la causalité dans ce domaine est multifactorielle, souvent circulaire et que les réussites côtoient les échecs. La responsabilité de l'école dans la prévention de l'illétrisme est indéniable (Pierre, 2000). Toutefois il ne faut point oublier que cette responsabilité est partagée avec plusieurs autres instances sociales et agences de socialisation.

Un fait souvent négligé et pourtant incontestable; c'est l'insuffisance des habitudes de lecture de beaucoup d'enfants d'âge scolaire et d'adultes (Leclerq, 1999). Or, en l'absence d'un usage continu et soutenu, la fragile littératie, parfois difficilement acquise, peut se perdre. Les élèves qui quittent l'école secondaire avec une maîtrise insuffisante de la lecture deviennent des adultes qui lisent rarement ou ne lisent que des textes peu susceptibles d'améliorer leurs habiletés de lecture; ils écrivent et exercent leurs capacités de calcul encore moins. Ces habiletés régressent car elles ne sont pas constamment sollicitées, activées et renouvelées. Or, au contraire, elles pourraient s'améliorer après la fin des études si l'individu continue, par exemple, à lire de manière assidue.

Mentionnons aussi la concurrence de l'image télévisuelle et du son, qui peuvent satisfaire le besoin d'information et de loisirs de plusieurs au détriment de la lecture. En effet, l'attrait de l'image et du son, leur facilité d'accès, le peu d'exigence qu'ils imposent en terme d'effort, et leur caractère distrayant et souvent envahissant ne peuvent que détourner plusieurs, surtout les moins habiles, de la lecture. Il n'est pas étonnant que le rapport canadien souligne que les adultes ayant de faibles capacités de lecture sont susceptibles de passer deux heures ou plus par jour à regarder la télévision (Green et Riddell, 2001).

De plus, la qualité de ce qui est lu de manière exclusive par plusieurs est parfois discutable, comme par exemple les pages de sport des quotidiens. En fait, il ne s'agit pas seulement d'aimer lire mais d'aimer lire pour apprendre, pour s'informer et non pas uniquement pour se distraire. Être alphabétisé et ne pas avoir le goût de lire pour apprendre ou ne lire que le strict minimum de textes de qualité douteuse est aussi une forme d'échec; mais c'est là un autre débat. Or, en matière de littératie, il ne s'agit pas seulement d'apprendre à lire, mais d'aimer la lecture pour continuer à pratiquer cette activité même après avoir quitté le système scolaire, et même si cela n'est pas directement utile pour l'exercice d'un emploi. Les notions de plaisir esthétique ou intellectuel, de développement personnel, d'acquisition de

connaissances et d'élargissement des horizons, etc. doivent être prises en compte lorsqu'il s'agit de réfléchir, de débattre des finalités de l'alphabétisation et de la lecture, d'implanter et d'évaluer des programmes conçus dans ce but.

Enfin, en matière de lecture, il est de notoriété publique que, d'une manière générale, les garçons lisent moins souvent et moins bien que les filles et que cette situation perdure à l'âge adulte. Comment faire pour amener ces derniers à rattraper les premières? Surtout quand on sait, comme le rapport canadien le met en lumière, qu'une minorité de personnes ayant de faibles capacités de lecture perçoit le besoin de les améliorer. Les conclusions de cette étude indiquent pourtant qu'il est impératif de mettre sur pied des politiques pour encourager, protéger et promouvoir l'alphabétisme en dehors du système d'enseignement.

Ce numéro spécial consacré à l'alphabétisation se veut une contribution à la réflexion sur ce problème. Les textes qu'il comprend traitent de différents volets, soulèvent des questions et proposent des pistes pour la réflexion et pour la pratique. Nous espérons ainsi qu'ils vont enrichir la connaissance dans ce vaste domaine et contribuer à l'amélioration des pratiques en vue d'éradiquer ce problème, ou du moins de l'atténuer, et de corriger la situation de milliers d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes, qui souffrent en silence, au Canada et dans le monde.

Bonne lecture!

Références

- Green, D. A., et Riddell, W. G. (2001). *Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes : les capacités de lecture et de calcul et la situation sur le marché du travail au Canada* (Document 89-552-MIF). Ottawa : Statistiques Canada.
- Leclercq, V. (1999). *Face à l'illettrisme : enseigner l'écrit à des adultes*. Paris : ESF éditeur.
- Pierre, R. (2000). Prévenir l'illettrisme : la responsabilité de l'école du 21^e siècle. In M. Ebrahimi (dir.), *La mondialisation de l'ignorance : comment l'économisme oriente notre avenir commun* (pp. 69-88). Saint-Hyacinthe, QC : IQ collectif FDA.
- Rassool, N. (1999). *Literacy for sustainable development in the age of information* (the language and education library, 14). Toronto : The Ontario Institute for Studies in Education.